



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1F

L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 133
JEUDI 3 FÉVRIER 1972

CHOMEURS ET ACTIFS TOUS UNIS CONTRE LE CAPITAL !

La bourgeoisie monopoliste ne peut plus masquer la montée de la crise économique du capital. Les statistiques officielles ont reconnu tout dernièrement que le « nombre de chômeurs s'est accru de 39 % en un an, passant de 375 000 en novembre 1970 à 521 000 en novembre 1971 ». Mais ces chiffres sont loin de la réalité, l'armée de réserve des sans-travail atteint aujourd'hui 800 000 chômeurs.

Face à cette situation, le capitalisme monopoliste d'Etat fait donner ses trompettes, pour claironner de nouvelles mesures.

Quelles sont ces mesures ?

1° « Amélioration du contrôle de l'immigration sauvage ». C'est le comble de l'hypocrisie, quand on sait que c'est la bourgeoisie monopoliste qui organise l'immigration et il suffit de se reporter au « Journal Officiel » du 31 octobre 1971 pour connaître l'accord fait avec le gouvernement fasciste portugais qui prévoit une entrée annuelle de 65 000 travailleurs. Les monopoles tentent ainsi de diviser la classe ouvrière par cette opération-bluff ; mais l'essentiel pour le capital c'est d'acheter la force de travail des travailleurs français et immigrés au plus bas prix et faire pression sur la classe ouvrière.

Mais les travailleurs français et immigrés forment une seule classe ouvrière et luttent pour leurs intérêts de classe contre le capitalisme exploiteur.

2° « Mise à la pré-retraite des travailleurs âgés sans emploi ou inaptes ».

Alors que le capitalisme monopoliste refuse la retraite à 60 ans pour tous, — avec l'accord des syndicats révisionnistes et réformistes qui réclament « l'abaissement de l'âge de la retraite » — il propose une pré-retraite de misère pour ces travailleurs devenus « non rentables ». Déjà 1 300 000 vieux travailleurs tentent de survivre avec moins de 270 francs par mois, 1 000 000 avec moins de 400 francs par mois.

Cette nouvelle atteinte aux conditions de vie des vieux travailleurs sera mise en échec par toute la classe ouvrière qui imposera par la lutte de classe la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes.

3° « Développement des congés de formation des travailleurs » qui permettra, selon les monopoles, « d'augmenter la qualification ».

Dans le système actuel, cela sert à adapter l'ouvrier à la production capitaliste, donc à accroître le profit du patronat en renforçant l'exploitation des ouvriers.

C'est en se mobilisant et en luttant pour l'amélioration des conditions de travail que les travailleurs éviteront de faire les frais de cette mesure.

4° « Aide à la mobilité des salariés ». Selon cette méthode, le travailleur devrait aller vendre sa force de travail selon les besoins des monopoles, guidés par le profit maximum.

Les travailleurs ne se laisseront pas déporter aux quatre coins du pays pour engraisser les monopoles mais défendront leurs intérêts de classe par une lutte de tous les instants.

Ces « mesures » n'ont pas pour but de résoudre l'accroissement du chômage, mais sont destinées en fait à renforcer l'exploitation de l'homme par l'homme.

En système capitaliste, la machine n'est pas au service de l'homme mais contribue à son esclavage, à son éviction. Frédéric Engels, dans « Socialisme utopique et socialisme scientifique », nous enseigne : « C'est ainsi que le machinisme devient, pour parler comme Marx, l'arme la plus

puissante du capital contre la classe ouvrière, que le moyen de travail arrache sans cesse le moyen de subsistance des mains de l'ouvrier, que le propre produit de l'ouvrier se transforme en un instrument de l'asservissement de l'ouvrier ».

Lorsque les dirigeants des centrales syndicales révisionnistes et réformistes appellent à lutter pour « la garantie de l'emploi » en système capitaliste, ils trompent sciemment la classe ouvrière, car le chômage est un produit du capital. Et ils savent pertinemment bien que le chômage subsiste tant que la société capitaliste n'est pas détruite.

C'est à la classe ouvrière de France — ouvriers sans travail et ouvriers occupés — de se mobiliser à la base et dans l'action, contre toutes « mesures » visant à accroître l'exploitation de l'homme par l'homme et à exiger dans une lutte CLASSE contre CLASSE, du TRAVAIL POUR TOUS.

Luttons pour nos revendications immédiates :

Les 40 heures tout de suite sans diminution de salaire !

La retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes !

A travail égal salaire égal pour les jeunes, les femmes, les immigrés !

Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière, un seul statut !

Pas de salaire inférieur à 1 200 francs par mois !

NON AU CHOMAGE, PRODUIT DU CAPITAL !

NON AUX LICENCIEMENTS !

C'est dans la lutte classe contre classe que la classe ouvrière forgera la Révolution prolétarienne, guidée par l'organisation d'avant-garde communiste marxiste-léniniste, balayera le vieux système capitaliste pourrissant et instaurera le nouveau par la dictature du prolétariat.

A BAS LE CHOMAGE, PRODUIT DU CAPITAL !

TOUS ENSEMBLE CONTRE LE CAPITAL !

VIVE LE SOCIALISME !

VIETNAM : UN SEUL PLAN DE PAIX : LES 7 POINTS DU G.R.P.

Le 25 janvier dernier, Nixon a tenté de lancer une nouvelle « bombe diplomatique ». Tout y était : effet de surprise, langage nouveau, annonce des voyages parisiens du James Bond-Kissinger, etc. Cela ne manquait pas d'adresse. Mais nous le savons, quand Nixon parle de paix, il fait la guerre, et son nouveau « plan de paix », si astucieux soit-il, vise à marquer ses deux buts de guerre : étendre sa guerre d'agression et soutenir le fasciste Thieu. Voir page 8 l'article intitulé « La nouvelle manœuvre de Nixon ».



Le peuple vietnamien et tous les peuples d'Indochine déjouent les manœuvres perfides des impérialistes U.S., remportent des victoires toujours plus nombreuses dans la guerre de résistance populaire, et la paix ce sera celle imposée par les peuples d'Indochine aux agresseurs.

La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Francs
Des disciples de Staline	69
Le Marxisme-Léninisme triomphera	18,20
Cercle Oullanov	56
Jacques le Germain	10
Une boulangère	49
J. - H.R. vaincra	3
J. P. - Un artisan pour que vive « L'Humanité Rouge »	4
S. L. - Soutien à H.R.	150
Une enseignante - H.R. vaincra	10
Soutien permanent à H.R. (février)	60
Un papetier - H.R. vaincra	10
Mme A. (Midi)	100
H.R. vaincra	3,50
Pour soutenir H.R. - Un lecteur	30
Pour la lutte de la R.A.T.P.	3
Un vieux travailleur	1
Un couple de travailleurs	3
A l'offensive en 72 H.R. vaincra	50
B.N.	10
P. E. - Vive le Président Mao	40
Pour le juste combat de l'H.R.	20
P. M. - H.R. vaincra	2
Cercle Memet Shehu	35
Un ancien secrétaire U.J.R.F.	10
Un peintre marxiste-léniniste	5
Un prof. marxiste-léniniste	5
Un prof. marxiste-léniniste	10
Un prof. progressiste	2
A. pour le triomphe du marxisme-léninisme	20
H. P. - Souscription permanente	50
Pour le développement de la presse marxiste-léniniste	50
Intensifions notre propagande pour remporter la victoire de l'H.R.	70
Un vitrier	8
Un couple marxiste-léniniste	100
G. T.	50
Deux fonctionnaires	10
Un cheminot	100
Une lycéenne	1
Un ouvrier Portugais	4,50
Une ancienne du P.C.F.	50
E. Ouandé	40
Un marxiste-léniniste	60
Disciples de J. Staline	72,50
Pourboire d'un chauffeur-livreur	50
Soutien travailleurs immigrés	10,50
Classe contre classe H.R. vaincra	5,30
La Mouette Rouge	80
Vive la dictature du prolétariat - Palo	5
Le marxisme-léninisme triomphera	100
Des amis du Vercors fidèles à Marty	50
Un vieux cheminot communiste provençal	25
Un travailleur immigré	2
Un étudiant	5
Des étudiants	12,20
Un lycéen de M...	5
Soutien à l'H.R. des communistes marxistes-léninistes d'A...	20
Total de la semaine	1 824,70
Total général précédent	156 926,83
Total général utilisé pour le règlement d'H.R.	158 751,53

Diffuser le matériel politique de « L'Humanité Rouge » c'est soutenir activement sa ligne révolutionnaire prolétarienne

- « Printemps révolutionnaire de 68 ». Essai d'analyse marxiste-léniniste de Mai 68, Jacques Jurquet 3 F
 - « Révisionnisme, gauchisme ou marxisme-léninisme », François Marty 1,50 F
 - « Viva l'Immortelle Commune de Paris ». Discours prononcé par Jacques Jurquet au meeting du centenaire de la Commune de Paris. 1 F
 - « Collaboration ou lutte de classe » (1969) 2 F
 - « Dossier critique sur le P.S.U. » (juin 1970) 0,50 F
 - Et nos deux dernières brochures à diffuser massivement :
 - « Que signifie classe contre classe » (janvier 1972) 0,50 F
 - « C.G.T. des cheminots et lutte de classe ». A propos du dernier congrès de la fédération C.G.T. des cheminots 0,50 F
- D'autre part, nous rappelons à nos lecteurs que les « Editions du Centenaire de la Commune de Paris » ont publié en 1971 :
- « Auguste Blanqui, un révolutionnaire des temps d'orage » 3 F
 - « Vive l'Immortelle Commune de Paris » 3 F
- Ajouter 20 % du prix de la commande pour les frais de port.

RÉINTÉGRATION D'ALAIN GEISMAR!

Alain Geismar qui avait été rayé du cadre des maîtres-assistants par le ministre de l'éducation nationale, avait été embauché à sa sortie de prison comme ingénieur contractuel à l'université de Paris VII. Le rectorat de Paris sur l'ordre du ministre de l'éducation nationale a néanmoins suspendu Geismar de ses fonctions n'hésitant pas à violer la loi bourgeoise elle-même et créant un précédent qui doit appeler notre vigilance. Alain Geismar était en effet contractuel alors que les décrets fascistes invoqués par le rectorat concernent les titu-

lares, mais là n'est pas l'essentiel.

Par cette mesure la bourgeoisie interdit à tous ceux qu'elle a condamnés pour s'être opposés à elle de retrouver un emploi.

A travers Geismar elle vise tous ceux qui dans la fonction publique la combattent, enseignants, fonctionnaires, etc.

De plus elle s'attaque ainsi au principe de l'autonomie des universités cherchant à resserrer son contrôle sur elles.

Pour ces raisons, le combat pour la réintégration de Geismar est le nôtre.

LIBERTÉ POUR GIROU, MARQUET, DUFOURQ!

Depuis le 1^{er} janvier, trois toulousains, Girou, Intome des hôpitaux, Marquet, chercheur, Dufourq, étudiant, sont emprisonnés à Figueras en Espagne. Ils sont accusés d'avoir tenté d'introduire de la propagande marxiste clandestinement.

Pour tous les anti-fascistes, et en particulier pour ceux de Toulouse, s'opposer à ce nouvel acte de répression du régime

franquiste est un devoir élémentaire. Contre la dictature yankee-franquiste, haine du peuple d'Espagne, nous soutenons tous ceux qui s'y opposent; nous ne permettons pas que Franco le bourreau perpétue ses crimes impunément. A la collaboration des policiers français et espagnols, opposons l'unité de combat des peuples de France et d'Espagne.

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans l'éditorial de notre n° 132. Nous nous en excusons et sommes persuadés que nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes, il fallait lire : « la baguette a augmenté de 80 centimes à 85 centimes ce qui fait non pas 12 % mais bien 8,33 % ».

Un anti-révisionniste

Chers camarades, Vous avez récemment publié dans l'H.R. une lettre qui m'a bien fait plaisir, car j'y ai reconnu ma propre expérience du Parti révisionniste français.

Moi aussi, en effet, je suis un ancien de ce Parti, ancien secrétaire de cellule même; et moi aussi je l'ai quitté, sans état, après m'être trop longtemps leurré sur sa véritable nature. Certes, depuis longtemps, la politique de ses dirigeants ne me satisfaisait pas sur de nombreux points. Je n'arrivais pas à concilier les enseignements fondamentaux de Marx et Lénine avec le fameux « passage pacifique (et parlementaire) au socialisme » (et

pour cause! Il n'y a en effet rien de plus étranger au marxisme-léninisme que cette théorie aussi fumeuse que réformiste). Puis vinrent les « événements » de 68, la trahison du P.C.F., et surtout la honteuse « récupération » de ces événements par Marchais et Cie.

J'ai fini par acquiescer la conviction que pour continuer de mériter le nom glorieux de communiste, il était nécessaire de quitter cette association.

Si tous ceux qui ont quitté le P.C.F. pour la bonne porte, celle de gauche, écrivent à l'H.R., il vous faudrait doubler le nombre de ses pages!

La Mouette Rouge.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

S.M.V. (Villeurbanne)

Après de multiples arrêts de travail à la Société Mécanique de Villeurbanne — filiale de la Régie Renault —, les ouvriers ont déclaré la grève avec occupation de l'usine le 25 janvier. Ils ont également séquestré jusqu'au soir le directeur général et le directeur adjoint avant de les expulser avec interdiction de remettre les pieds à l'usine.

Les ouvriers entendent manifester ainsi leur opposition à la réduction des horaires avec diminution de salaires qui vient de les frapper et aux nouvelles menaces de licenciement que la direction — qui a déjà licencié 1 200 travailleurs en 10 ans — fait peser sur eux.

Contre les menaces de licenciement occupons les usines! Les quarante heures tout de suite et sans diminution de salaires!

TRAVAILLEURS DU BATIMENT (Bouches du Rhône)

Plusieurs milliers d'ouvriers du bâtiment et des Travaux publics — dont de très nombreux travailleurs immigrés — ont fait 24 heures de grève le 25 janvier, dans le département des Bouches du Rhône. Toutes les grosses entreprises de la région — y compris les chantiers de Fos — ont été massivement touchées par ce mouvement de protestation des ouvriers du Bâtiment qui exigent une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

Pas de salaires à moins de 1 200 F!

MAISON FAMILIALE (Cambrai)

Manifestation de masse dans les rues de la ville le premier

février pour exiger la réintégration du délégué syndical arbitrairement licencié et défendre les libertés syndicales et politiques.

PAPIER-CARTON (Sud-Est)

Grève de 7 000 travailleurs du papier-carton, le 26 janvier, dans les départements de l'Aisne, du Rhône, du Vaucluse et les Bouches du Rhône pour protester contre les licenciements massifs que le patronat entend imposer.

PAPETERIES NAVARRE (Roanne)

24 heures de grève massive suivies par les ouvriers des « Papètes » et de l'usine Dorblay pour refuser les licenciements annoncés par la direction.

LUNEVILLE

3 000 ouvriers de la ville ont fait grève 24 heures pour protester contre l'annonce de 150 licenciements. Pour la première fois depuis bien longtemps 1 500 manifestants ont parcouru les rues de la ville pour faire connaître leur opposition à ces nouvelles menaces de licenciement dans la région. Pour manifester leur solidarité les petits commerçants avaient baissé leurs rideaux.

MANUFRACTURE (Saint-Etienne)

Plusieurs arrêts de travail depuis le 20 janvier pour imposer une augmentation générale des salaires et l'amélioration de l'accord de mensualisation signé en juin dernier.

RENAULT (Le Mans)

Environ 6 000 travailleurs débrayent en série pour imposer une augmentation substantielle des salaires.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA!

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïste-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

- timbres-poste
- chèque bancaire
- virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs)

Date :

Signature

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	40 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
	Etranger : 3 mois	40 F	85 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

USINE L.C.C. - C.I.C.E. (MONTREUIL)

Non aux licenciements !

Nous publions ci-dessous un article relatif à un juste combat mené par une section syndicale C.G.T. sur de justes positions de lutte de classe, y compris au sein du Comité d'entreprise. Les travailleurs ne doivent nourrir aucune illusion sur cet instrument de collaboration de classes, née au lendemain de la deuxième guerre mondiale, sur proposition de la bourgeoisie par ordonnance du 22 février 1945, signée par de Gaulle et votée à l'unanimité par les parlementaires de la Chambre des députés.

Là où des camarades sont élus comme membre du Comité d'entreprise, ils doivent défendre de justes positions de lutte de classe pour faire avancer la classe ouvrière sur notre ligne prolétarienne et ne pas se laisser enfermer dans cet appareil fait pour tenter de les entraîner dans la voie de collaboration de classe. Par exemple sur le problème des licenciements, quels que soient les raisons « économiques » ou tout autre motif invoqué par le patronat, notre position de principe c'est que nous sommes contre tout licenciement collectif ou individuel. C'est le capitalisme qui en est seul responsable. Le mot d'ordre des délégués de Comité d'entreprise ou du personnel, c'est l'application classe contre classe.

L'usine L.C.C.-C.I.C.E. de Montreuil fabrique des composants électroniques. Ce groupe comprend plusieurs usines : Puisseaux, Saint-Apollinaire, Seurre, Bollène. C'est une filiale de la Thomson, elle-même hapeauté par la toute puissante Banque de Paris et des Pays-Bas. On imagine aisément que l'offensive patronale et gouvernementale trouve son expression achevée dans le groupe L.C.C. et que les fusions, absorptions, restructurations et licenciements vont bon train, en laissant des travailleurs sur le carreau. Après la suppression du centre de Montrouge, la mise en chômage de centaines de travailleurs au centre de Saint-Apollinaire, c'est au tour du centre de Montreuil d'être touché. Novembre 71, le Comité central d'entreprise est convoqué pour examiner un projet de licenciement de 70 personnes à Montreuil et 25 à Saint-Apollinaire. Le Comité central d'entreprise est unanime à refuser les licenciements. La section syndicale C.G.T. a déjà entamé une campagne de propagande et d'agitation, démontant les mécanismes de la crise, popularisant sa ligne qui peut se résumer ainsi : s'il y a crise, les travailleurs n'en sont pas responsables, pas question d'accepter les licenciements.

Pendant la réunion du Comité central d'entreprise, des arrêts de travail sont organisés dans les divers centres. A Montreuil, débrayage d'un quart d'heure avec prise de parole dans la cour.

Ensuite la campagne de la section syndicale C.G.T. s'amplifie, dénonçant la pseudo-restructuration et l'anarchie instituée au niveau des déplacements de personnel, afin de créer un climat d'insécurité. Elle met le personnel en garde contre la démoralisation et l'invite à se mobiliser pour faire face aux licenciements en mettant en avant l'idée que la situation sera ce que les travailleurs la feront.

Cependant le climat se dégrade, des bruits alarmistes se démentent dès qu'ils sont lancés.

Une délégation C.G.T.-C.F.D.T. est reçue par la Direction qui, poussée à bout par une multitude de questions très précises, intime aux délégués de n'avoir pas à se mêler des affaires qui sont du ressort exclusif de la Direction, qu'il n'y a qu'à lui faire confiance.

Une intervention est faite à l'inspection du travail qui n'a pas été prévenue car le mot de licenciements collectifs n'a jamais été prononcé officiellement, il s'est toujours agi de reclassements, de mutations, etc. La section syndicale C.G.T. envoie une lettre à la Direction, affichée dans tous les panneaux, où dans un ton très ferme elle dénonce le non respect des lois en matière de délais de prévenance du personnel excédentaire et du Comité d'entreprise en démontrant que la Direction voulait se faufiler entre les textes bourgeois. Une convocation extraordinaire du Comité est demandée. Le document qui lui sert de base fait état de 34 suppressions de postes et les licenciements inter-

viendront le 1^{er} janvier 72 si des reclassements ne sont pas transmis. Dans sa propagande (tracts, réunions de personnel aux pauses, réunion mensuelle d'information syndicale), la section syndicale C.G.T. réfute ce document de fond en comble et mobilise le personnel pour trois heures de grève le jour de la réunion extraordinaire du Comité d'entreprise en expliquant que les élus ne sont rien face à la Direction sans la démonstration massive des travailleurs.

C'est alors qu'intervient une série d'incidents regrettables. Les responsables C.F.D.T. se défilent et refusent d'appeler à l'action tout en y participant symboliquement ; d'autre part une opposition à l'action naît au sein même de la C.G.T., qui se tra-

duit par une altercation extrêmement violente entre quelques syndiqués et un délégué visiblement excédé, en présence de nombreux travailleurs. L'action est maintenue, bien qu'il semble que la mobilisation du personnel entreprise de longue haleine soit dégoûtée. Elle a lieu comme prévu avec prise de parole, sans avoir dans un premier temps l'ampleur voulue (quoique non négligeable). Les membres du Comité d'entreprise sortent de la réunion extraordinaire du Comité d'entreprise en apportant de bonnes nouvelles : tout est stoppé, et le Comité d'entreprise unanime se prononce contre les licenciements, épousant par la force des choses la position de la C.G.T. La leçon est immédiatement tirée sur le trottoir au cours d'une prise de parole improvisée. Elle consiste en ceci que seule l'analyse de la section syndicale C.G.T. était juste et sur cette base son action l'était aussi, il ne faudra pas relâcher la vigilance.

Suit une période de calme plat au cours de laquelle la section syndicale C.G.T. met le personnel en garde contre les manœuvres dont il peut faire l'objet pour des raisons disciplinaires (exactitude, absentéisme, etc.). Un délégué et un ancien délégué, toujours sous la protection de la loi, figurent sur la liste d'excédents d'effectifs.

Après les élections du Comité d'entreprise, il y a une réunion

extraordinaire avec la Direction qui annonce qu'une demande de licenciement collectif va être faite à l'inspecteur du travail pour dix-sept travailleurs.

La position de la C.G.T. n'a pas varié et la mobilisation s'effectue par voie de tracts et réunions de syndiqués, du personnel, afin que par leur action, les travailleurs mettent en brèche l'objectif patronal. Seule l'attitude des travailleurs décidera de l'issue du combat.

Enseignements : Il y a une contradiction entre l'esprit d'offensive de la section syndicale et la relative démobilisation de la masse des travailleurs, bien que la C.G.T. ait fait feu de tout bois au niveau de l'agitation et de la propagande, menant le travail au niveau collectif et intervenant dans les cas individuels. Il n'en demeure pas moins vrai que la classe ouvrière est en train d'accumuler une riche expérience de l'offensive réglée des puissances financières ; et le mouvement, pour aussi long qu'il soit à se déclencher, n'en sera que plus impétueux et plus radical, à la condition que soient dissipées les illusions électoralistes.

A condition aussi que les marxistes-léninistes sachent distinguer le positif et le négatif, le principal et le secondaire qui coexistent au sein de la section syndicale C.G.T. et forgent l'arme irremplaçable qui les liera aux masses : une juste orientation syndicale.

Correspondant H.-R.

**... La sortie des communistes des syndicats ! le refus d'y travailler !
... Bêtise impardonnable qui équivaut à un immense service rendu par
les communistes à la bourgeoisie...**

LENINE

DELEGATION - DEBRAYAGE

Cet été, dans l'usine, beaucoup de filles se sont évanouies à cause de la chaleur. A l'heure actuelle, en plein hiver, nous avons froid. Et l'usine est neuve ! Mais que voulez-vous, les profits capitalistes passent avant la santé des travailleurs. Alors on construit des usines au rabais !

Seulement les ouvriers n'ont pas tellement envie de se laisser faire. Sous l'impulsion de délégués C.G.T. combattifs, les travailleurs ont fait une *délégation massive* :

— Nous avons été une bonne cinquantaine à nous déplacer, dont une bonne partie d'un secteur réputé « tranquille ».

— Le chef de production ayant refusé de nous recevoir, nous avons décidé de monter quand même et avons obtenu d'entrer à dix (et même un de plus) dans son bureau (il y faisait bon, merci !) et nous avons laissé la porte ouverte pour

que tous les travailleurs puissent entendre.

— Une grande majorité de jeunes ont participé et ont trouvé tout à fait normal de réagir. Ils sont prêts à recommencer.

— Certaines ouvrières, bien que n'ayant pas froid, ont participé spontanément à la délégation par solidarité. Ce fait mérite d'être souligné.

— L'attitude du chef de production, se fichant littéralement de nous (il fait froid, première nouvelle, etc.), a éccœuré les ouvrières et a ouvert les yeux de celles qui avaient encore des illusions.

Aux dernières nouvelles, la direction a transformé la délégation en *débrayage* (donc, temps non payé) et cela parce qu'il y avait trop de monde. Ce qui montre que, toute modeste qu'ait été cette lutte, elle n'en indispose pas moins la direction qui cherche à nous effrayer, à

nous ôter l'envie de recommencer. Que trois personnes viennent gémir, la direction accepte de les recevoir, c'est du temps payé. Mais que cinquante personnes viennent en force manifester leur mécontentement, la direction refuse de considérer cela comme une délégation, c'est un débrayage !

Qu'avons-nous obtenu ? La pose rapide de sas, empêchant l'air glacé de s'engouffrer dans l'atelier lorsque quelqu'un ouvre la porte. Mais cela n'empêche pas qu'il fait toujours froid dans l'atelier. Les mesures d'intimidation de la direction ne changeront rien à la détermination des travailleurs qui sont prêts à recommencer.

Multiplions les délégations massives !

16 janvier 1972.

Correspondant H.R.

12 H. par jour pour un salaire de misère

« Camarades,
Je travaille par intérim pour mes études. Je vous écrit pour dénoncer la sauvage exploitation dont sont victimes les travailleuses de la maison de santé X. Pour un salaire de misère, 80 à 90 000 AF par mois, les femmes de salles, « selon le travail qu'il y a à faire », restent 12 h par jour à la clinique. Quelle importance si vos enfants vous attendent à la maison ! le patron s'en fout, et c'est lui qui fixe les horaires et les jours de repos. Sur les 12 heures, sans supplément ni prime, en plus il vous en retire 2 ou 3 par jour, « pour les pauses » entre deux travaux. Pour le même salaire, certaines doivent servir les repas, soigner

les malades, et même pour les anciennes servir d'aides sages-femmes ! Sur le salaire, la clinique retient 35 000 francs par mois pour le logement et la nourriture des internes : trois par chambre, nourries avec les restes des malades, que l'on ressort parfois au bout d'une semaine. Les travailleuses en dessous de 18 ans gagnent encore moins, juste de quoi vivre.

Beaucoup de travailleuses, immigrées polonaises et yougoslaves, ne savent pas lire et écrire. Pour les éduquer, les patrons les envoient de force à la MESSE, pendant les heures non payées qu'ils leur volent ! Camarades, ce baigne est tenu par des religieuses. C'est par charité

sans doute qu'elles volent, « pour le mettre dans le tronç des pauvres » soi-disant, les porcbaires que certaines riches clientes laissent pour les employées...

Les travailleuses qui vivent en permanence dans la clinique n'ont pas d'espoir, qu'une vie de misère. Mais que les bonnes sœurs qui les traitent comme des chiennes se méfient ! Derrière leur résignation, les travailleuses cachent une haine de classe farouche. Le jour où elle éclatera, je serai à leur service, et il ne sera pas question de charité pour ces exploiteurs.

Vive la dictature du prolétariat !

Correspondant H.-R. »

Hors du Tchad les colonialistes français !

Au cours de sa tournée éclair en Afrique, à un an d'intervalle de la précédente, Pompidou a fait un certain nombre de déclarations de soutien aux régimes fantoches du Niger et du Tchad.

Pour protéger cette visite, d'importantes forces de répression étaient mises en place. Malgré celles-ci, à Niamey, capitale du Niger où les intérêts des pillards colonialistes sont importants, notamment à cause de l'uranium, le peuple a manifesté son opposition. De nombreux tracts ont circulé. Sur l'un d'eux, on pouvait lire : « La France est la source de tous nos maux et de toutes nos misères... Elle continue à sucer goutte à goutte le sang de notre peuple. » Dès son arrivée, Pompidou, au côté du fantoche Diouri Hamani, passant à deux pas du grand marché de Niamey, fut atteint par un projectile lancé du côté droit de la route, avant d'atteindre la Villa-Verte où il séjourna jusqu'à son départ pour Fort-Lamy.

A Fort-Lamy, capitale du Tchad, l'accueil « enthousiaste » réservé par la population ressemblait étrangement à une mascarade organisée par les troupes d'occupation françaises au Tchad et des fantoches dévoués à l'impérialisme français. Là aussi, un important service d'ordre avec de nombreux policiers en civil qui étaient massés tout le long du parcours pour assurer la protection de cet « hôte » de marque.

Malgré les pressions de toutes sortes sur la population, les élèves du lycée Eboué de Fort-Lamy ont fait grève en opposition au colonialisme français et au régime fantoche de Tombalbaye qui est maintenu au pouvoir par la présence de 5 000 militaires français dont 600 officiers et sous-officiers, 700 aviateurs à la base aérienne de Fort-Lamy, etc.

De cette indépendance proclamée le 11 août 1960 au nom de la décolonisation, qui n'est que le reflet d'une tromperie, le peuple tchadien n'en veut pas. Sur les murs de Fort-Lamy, on peut lire de nombreuses inscriptions anti-colonialistes qui

témoignent de la lutte du peuple tchadien pour sa véritable indépendance nationale. C'est sous la direction du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) que cette lutte se poursuit contre les troupes d'occupation françaises et contre les fantoches à la solde de l'impérialisme français.

S'inspirant de l'impérialisme américain dans sa guerre d'agression contre le peuple vietnamien, l'impérialisme français pratique une répression sanglante contre le peu-

peuples d'Afrique, comme les peuples d'Asie, crient avec colère « Hors d'Afrique, hors d'Asie les impérialistes ! »

Au cours de son entretien du 28 janvier avec la presse, Pompidou a déclaré : « La France n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait, ni de ce qu'elle fait au Tchad. » Puis il a poursuivi : « Tant par son assistance économique, financière, technique, que par son assistance militaire momentanée, la France n'a fait que respecter les accords qu'elle avait



Quelles que soient les manœuvres des colonialistes français et de ses fantoches, le FROLINAT poursuit sa lutte pour l'indépendance nationale.

ple tchadien, tentant d'opposer les Tchadiens aux Tchadiens afin d'assurer « la présence française » pour piller les richesses nationales de ce peuple. Des prospections font apparaître que certaines régions recéleraient du platine et du cuivre. Pour Pompidou : « Il faut que chacun se décide à admettre que la France est présente en Afrique. » Ainsi l'impérialisme français veut garder « ses terres » à l'exemple de l'impérialisme américain en Asie. Mais les

signés. Nous n'avons pas conduit le Tchad jusqu'à l'indépendance pour le livrer ensuite à l'anarchie intérieure ou aux ambitions extérieures. »

La dernière phrase est pour le moins des plus significatives. Le colonialisme est une réalité et le peuple tchadien ne pourra avoir sa véritable indépendance qu'en poursuivant la lutte armée pour balayer les colonialistes français et ses fantoches.

Le peuple français sait pour sa part qu'il ne peut y avoir d'indépendance sous la botte d'un occupant. Ses souvenirs ne sont pas si lointains lorsque l'occupant nazi était sur notre sol, il a fallu la lutte armée pour chasser les nazis et les traîtres de Vichy, c'est pourquoi le peuple français soutient la juste lutte de libération nationale du peuple tchadien sous la direction du FROLINAT.

Pompidou au cours de cette conférence de presse a été contraint de reconnaître les réalités de la lutte menée par le FROLINAT à la suite d'un appel lancé à la radio par ce dernier à boycotter la visite de Pompidou à Fort-Lamy. A une question d'un journaliste concernant les inscriptions sur les murs de Fort-Lamy, Pompidou a déclaré : « Oui, nous sommes des néo-colonialistes. Il n'y a aucun doute (...) La preuve en est, c'est que nous essayons d'aider au développement de ce pays, que nous essayons de former ses cadres, que nous lui apportons une aide matérielle et financière, que nous faisons tout pour qu'il essaie de parvenir au stade de développement qui est nécessaire, ne serait-ce que pour son indépendance. Si c'est ça le néo-colonialisme, monsieur, alors vive le néo-colonialisme ! »

Cet aveu confirme sans nul doute que le colonialisme français est encore vivant en Afrique et ailleurs dans les prétendus départements d'Outre-Mer, pour piller, voler les richesses nationales, réduire les peuples à la misère, à l'esclavage.

C'est dans la lutte et notamment par la lutte armée que le peuple tchadien, encore oppressé par l'impérialisme français, conquerra son indépendance nationale.

A bas l'impérialisme français et ses fantoches !

Hors du Tchad les colonialistes français !

Vive la juste lutte de libération nationale du peuple tchadien !

VIVE LE FROLINAT !

Jean TORRENT.

SOCIÉTÉ CHIMIQUE DES CHARBONNAGES (LORRAINE)

LA COMBATIVITÉ S'ACCROÏT !

La direction de la S.C.C. (Société Chimique des Charbonnages) avait, dès décembre, annoncé la couleur en « prévoyant » une importante réduction du potentiel « Recherche » (entendre suppression d'emplois) ainsi que la fermeture d'ateliers à Mazingarbe (Pas-de-Calais).

Pour avertir le directeur, le personnel fit grève le 10 décembre. Celui-ci démontra sa détermination de se battre jusqu'au bout contre les projets insensés du directeur de réduire les emplois en Recherche et Contrôle de 50 %. Les craintes se confirmèrent lors du Comité central d'entreprise où les chiffres furent officialisés.

Une motion fut déposée à la direction de Lorraine. Elle indiquait notamment : « Le personnel des laboratoires et son comité inter-syndical déclarent solennellement qu'ils s'opposent par tous les moyens à toute suppression d'emplois en Recherche et en Contrôle de fabrication.

Ils refuseront notamment toute mutation qui pourrait être proposée par la direction pour mettre en pratique les décisions annoncées au Comité central d'entreprise. »

Les militants et le personnel décidèrent de rester dans le bâtiment

administratif et de garder le directeur avec eux jusqu'à ce qu'une réponse satisfaisante leur soit donnée. C'est ainsi que s'organisa un système de roulement pour garder le directeur.

Le soir, nous avons vu les larbins de Monsieur s'empresser de lui apporter couvertures, couvre-pieds... Ces comiques involontaires ont apporté café et nourriture à leur patron. Ils ont eu tout de même le mérite de dérider un peu les camarades.

Le lendemain, on apprenait que, dans un but d'intimidation, la C.G.C. de Paris et la direction avaient déposé plainte. Le personnel décida de garder le directeur malgré tout. Les heures passèrent sans incident jusqu'au soir où un lardin venait annoncer que l'état de santé de Monsieur était critique. Après une longue discussion, pour envisager tous les aspects de la situation, un vote a eu lieu avec les camarades en roulement à ce moment-là : 13 voix pour la libération, 9 voix contre. Le directeur allait être libéré !

Une réunion fut alors prévue à Metz entre la direction et le personnel pour le 21. La réunion n'apportera rien.

Profitant du répit qui lui était

offert, la direction envoya des lettres de menaces à tous les militants concernés : « Vous êtes passibles d'un licenciement pour faute grave, après mise en jeu de la procédure légale. »

Mais le personnel et ses militants ne se laisseront pas impressionner par la direction et ses larbins. Nous exigeons que la direction revienne sur ses décisions du Comité central

d'entreprise et sur ses menaces.

Nous appelons nos camarades de l'exploitation à se joindre à nous dans notre combat.

Tous ensemble contre les suppressions d'emplois ! N'oublions pas non plus que nous sommes un maillon dans la lutte pour « l'abolition du patronat et du salariat ».

Correspondant H.-R.

A bas la répression !

Des lycéens de Gonesse nous communiquent :

Au retour de la manifestation anti-colonialiste du mercredi 26, six lycéens, des jeunes gens de 15 à 18 ans, sont arrêtés dans le train qui les ramène en banlieue, à la suite d'une provocation du contrôleur raciste S.N.C.F. — leur tort : revenir d'une manifestation et être « de couleur ». En effet, leurs camarades blancs sont épargnés. Au commissariat de Saint-Denis, on s'aperçoit que deux d'entre eux sont les enfants d'un des grévistes de la faim et on les relâche par peur du scandale. Mais, en fin de compte,

deux des jeunes gens restent arrêtés. Ils sont accusés — c'est le coup classique — de violences à agents. En fait la racaille des flics les a provoqués, puis passés à tabac. L'un d'eux se retrouve avec une côte cassée. Les deux inculpés sont Gérard M. et Christian M. du lycée de Gonesse. Leurs camarades lycéens indignés propagent de lycée en lycée l'odieuse et lâche brutalité des flics.

A bas la répression policière !
A bas le racisme !

A bas l'impérialisme français et ses laquais les flics !

Vive la lutte des peuples colonisés pour leur indépendance !

PROLÉTAIRES, ÉDIFIEZ VOTRE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ! (3)



Le centralisme démocratique : condition indispensable au développement des idées justes

Un parti révolutionnaire, coulé d'un seul bloc d'acier, fortement soudé aux masses, c'est l'outil qui permit la victoire de la Révolution d'octobre, l'avènement, la consolidation et le développement de la Révolution chinoise, de la Révolution albanaise, les magnifiques victoires des peuples coréen et vietnamien.

Un parti révolutionnaire, organisé selon les principes du centralisme démocratique — tels qu'ils ont été magistralement développés et appliqués par Lénine —, c'est aussi l'arme que la classe ouvrière de France doit se forger, dès maintenant, pour en finir définitivement avec le système pourri de l'exploitation de l'homme par l'homme.

spontanément ancrée dans le cœur et le cerveau de tout prolétaire, dépositaire de l'expérience de lutte de sa classe. Combien d'ouvriers ne font-ils pas cette remarque amère dans leurs luttes revendicatives quotidiennes : « Il n'y a qu'une classe ouvrière. Pourquoi cette multitude de syndicats qui prétendent parler en son nom ? »

que, de ce fait, la possibilité d'une lutte d'opinions au sein du Parti soit exclue. Au contraire, la discipline de fer n'exclut pas mais présuppose la critique et la lutte d'opinions au sein du Parti. Cela ne signifie pas, à plus forte raison, que la discipline doit être « aveugle ». Au contraire, la discipline de fer n'exclut pas mais présuppose la soumission consciente et librement consentie car seule une discipline consciente peut être réellement une discipline de fer. Mais une fois la lutte d'opinions terminée, la critique épuisée et la décision prise, l'unité de volonté et l'unité d'action de tous les membres du Parti sont une condition indispensable... »

A la révolution, il faut un centre

Le parti révolutionnaire n'est pas autre chose qu'un outil pour faire la révolution et la conduire à la victoire, mais un outil décisif qui doit être puissant et efficace.

de conscience révolutionnaire du prolétariat ne se fait pas uniformément dans le temps. Tous les membres de la classe ouvrière ne distinguent pas d'un seul coup la voie juste qui conduit à sa libération.

A plus forte raison ne peut-il y avoir qu'un seul parti du prolétariat qui guide toute sa lutte politique et, après un large débat dans ses rangs, sur un même problème ce parti ne peut-il avoir qu'une seule position, exprimée et défendue par tous ses membres ?

En fait, cette discipline de fer n'effraie que les petits-bourgeois : les prolétaires n'approuvent pas l'anarchie, même si quelques-uns d'entre eux s'y réfugient par désespoir ; l'ouvrier ne craint pas l'organisation ; bien au contraire, il y aspire profondément.

Lénine, Staline, Mao Tsé toung ont expliqué, l'Histoire a démontré, que le prolétariat ne pouvait accomplir sa révolution sans son parti, organisation indestructible, soudée sur une ligne juste, capable d'entraîner toutes les forces dans la seule direction correcte. Toutes les organisations, tous les échelons, tous les membres du parti doivent donc marcher d'un même pas. C'est une première raison de la nécessité d'une direction centralisée :

Son avant-garde politique, ses éléments les plus avancés, prennent plus vite conscience des impératifs de la révolution prolétarienne et des conditions de sa réalisation.

Ainsi que l'écrivait Staline dans « Les principes du léninisme » : « ... La discipline de fer dans le Parti ne saurait se concevoir sans l'unité de volonté, sans l'unité d'action complète et absolue de tous les membres du Parti.

Cela ne signifie évidemment pas

« J'affirme — écrivait Lénine — premièrement qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stables et qui assurent la continuité du pouvoir... »

Dès lors, lors que cette avant-garde politique se dégage, sa tâche urgente — condition indispensable au développement de la conscience révolutionnaire de la masse du prolétariat — est la création du parti révolutionnaire autour de la ligne politique juste.

Centralisme et démocratie sont indissociablement liés

Contrairement aux organisations de masse, telles le syndicat, qui se construisent progressivement « par le bas », puisqu'elles ont pour vocation de rassembler la masse des ouvriers, d'être des organismes de discussions et de décisions à la base, le parti révolutionnaire, lui, s'édifie « par en haut ». Car la prise

Dès sa création, dès qu'est posée la première pierre de son édification, le parti du prolétariat réuni en Congrès se donne un centre pour coordonner, unir, diriger ; un centre pour guider l'application du programme d'action qu'il s'est tracé. Un centre pour impulser dans ses rangs l'idéologie prolétarienne, c'est-à-dire l'attitude qui consiste à tout voir, à tout juger, à tout décider en fonction de l'intérêt de la classe ouvrière. Car la révolution prolétarienne a besoin d'être organisée et dirigée.

Le centralisme, sans possibilité pour le centre dirigeant de connaître les idées justes des masses exprimées par la base du parti — à condition qu'elle leur soit effectivement liée —, n'est rien. Il est totalement stérile. Il conduit à la paralysie, au bureaucratisme qui mène tout droit à un comportement de type fasciste, comme le P. « C. » F. qui n'a plus rien de communiste en donne un triste exemple.

justes — issues de la lutte des masses — dans le parti ; la condition de leur transformation en levier pour l'action de la classe ouvrière ; la condition d'une pratique unifiée de tout le parti qui, seule, peut permettre la vérification de la justesse de la ligne.

Le Parti prolétarien est comme un seul homme, un organisme unique. Le cœur — le centre — ne peut fonctionner correctement sans l'apport permanent du sang, des vaisseaux, des cellules. Le bon fonctionnement de chaque organe est indispensable au bon fonctionnement de l'ensemble. Et l'oxygène du parti, ce qui lui permet de vivre et de se développer, c'est sa liaison étroite, à tous les niveaux, aux masses prolétariennes.

L'ultra-démocratie, qui refuse centralisation et discipline, n'est rien non plus. Il aboutit partout à la désorganisation, à la dégénérescence du principe démocratique en anarchisme.

Centralisme et démocratie sont dialectiquement, indissociablement liés.

Le centre est nécessaire pour, à un moment donné, sur la base de toute l'expérience historique antérieure des luttes de la classe ouvrière, définir une ligne politique correcte sans laquelle l'organisation la plus disciplinée ne peut rassembler et développer les idées justes des masses.

Cette condition primordiale remplie, le centre est la condition indispensable d'expansion, de circulation et de développement des idées

Pour bien fonctionner, le centralisme démocratique nécessite de la part de tous les membres du Parti prolétarien — et tout particulièrement de ses cadres — une attitude permanente d'enquête pour être à l'affût des idées justes — et fausses ! — qui se manifestent dans le parti ; une ferme confiance dans sa capacité à résoudre les contradictions que la pratique soulève et non la tentative peureuse de voiler les contradictions à l'image du P. « C. » F. dégénéré.

La classe ouvrière aspire à l'organisation

« Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans la lutte pour le pouvoir que l'organisation », écrivait encore Lénine ; une organisation tout entière tournée vers l'action et qui, pour vaincre — car elle n'existe que pour cela —, doit reposer sur une cohésion profonde et une discipline de fer.

Cette vertueuse indignation n'est pas nouvelle. Déjà Lénine avait des mots terribles pour cingler ces faux prophètes, ennemis irréductibles de la classe ouvrière, qui réclamaient, à cors et à cris, un prétendu « droit de tendance » dans le parti.

Des formes qui varient avec les besoins de la révolution

Cet enseignement n'est pas nouveau pour la classe ouvrière de France. Toute son expérience, toute son histoire, toutes ses luttes le lui ont appris : divisée, elle est faible et impuissante ; unie, elle peut tout.

Pour le petit-bourgeois de ce type, écrit-il, « l'organisation du Parti lui semble une monstrueuse « fabrique ». La soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité lui apparaît comme un « asservissement »... C'est cette aversion pour le centralisme que reflètent les vituperations contre le bureaucratisme et l'autocratie, les cris comiques à propos de « l'obéissance sans réplique », les plaintes amères sur « le régime du bon plaisir »...

Quant aux formes que revêt le centralisme démocratique, Lénine nous rappelle avec insistance qu'elles varient avec les situations :

« Dans les situations illégales, ni les congrès, ni les conférences du parti ne pouvaient évidemment être convoqués de façon normale. Entre le cinquième (1907) et le sixième Congrès (1917), dix ans passèrent. Mais il fallut appliquer le principe de cooptation des membres du parti, dans une large mesure. Cela témoigne de l'élasticité du parti des

bolchéviks. La démocratie n'est pas quelque chose de donné pour tous les temps et pour toutes les situations. L'opportunité révolutionnaire a une importance décisive. »

Il est bien évident que le principe démocratique est élargi ou limité selon les conditions concrètes de la lutte, publique ou clandestine notamment. Le problème est de déterminer quels sont, à chaque période, les moyens qui permettent le mieux la centralisation des idées justes dans le parti du prolétariat.

Et c'est cette leçon, lentement et douloureusement apprise, que quelques poignées de petits-bourgeois, « révolutionnaires » en paroles, profondément réactionnaires dans les actes, voudraient lui arracher de la mémoire.

La division du travail sous la direction d'un centre lui fait pousser des clameurs tragi-comiques contre la transformation des hommes en « rouages et ressorts »... Le seul rappel des statuts d'organisation du Parti provoque chez lui une grimace de mépris et la remarque dédaigneuse que l'on pourrait se passer entièrement de statuts...! (Un pas en avant, deux pas en arrière).

Que ce soient en effet les dirigeants trotskystes, les anarchistes qui s'auto-proclament « maoïstes », les faux amis de la classe ouvrière qui s'embusquent derrière les différents courants du mouvement spontanéiste, tous se retrouvent d'accord pour piailler en chœur : « A bas l'organisation ! », « A bas la discipline ! », « A bas le centralisme démocratique ! ».

Les groupes et fractions organisés à l'intérieur du Parti prolétarien, conduisant inévitablement à son affaiblissement, constituent une menace mortelle pour son unité. Sur chaque question, l'intérêt de la classe ouvrière, le point de vue prolétarien, ne peuvent s'exprimer que d'une seule voix et non dans un chœur discordant où chaque individu, chaque tendance, tire dans le sens qui lui convient.

Les principes de base de la discipline du Parti prolétarien :
— soumission de l'individu à l'organisation,
— soumission de la minorité à la majorité,
— soumission de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur,
— soumission de l'ensemble du parti au Comité central, leur sont odieux.

Le fonctionnement du centralisme démocratique est le reflet de la maturité du parti à un moment donné. Il ne s'améliore que dans le combat, au fur et à mesure que tous les membres du parti se débarrassent de l'idéologie petite-bourgeoise qui gémit après l'ultra-démocra-

tisme, que tous apprennent à ouvrir la bouche fort et bien, à se lier toujours plus profondément aux masses ouvrières.

Comme tout le reste, le bon fonctionnement du centralisme démocratique ne tombe pas du ciel. Il est le fruit de la lutte de classe.

S.N.C.F. :

Subordonner l'action des cadres aux intérêts des agents d'exécution

Vendredi 21 janvier 1972, 5 à 600 agents de maîtrise et cadres du service V.B. (Voie et bâtiments) et S.E.S. (Service Electrique et Signalisation) ont manifesté, à l'appel national de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Ils se sont dirigés de la gare Saint-Lazare jusqu'à la Direction générale de la S.N.C.F., pour l'ouverture de négociations sur les problèmes catégoriels posés par les réformes de structures en cours à la S.N.C.F. et dans le service.

La Direction générale a refusé toute audience. La manifestation s'est alors rendue à la Direction des Installations fixes dont dépend le service. Une délégation a été reçue par un représentant du secrétariat général qui a déclaré « n'avoir aucun pouvoir et qu'il transmettrait les doléances des manifestants ». La manifestation s'est alors dispersée.

A noter la présence d'une centaine de flics à Marcellin qui canalisèrent le manif qui eut lieu dans « l'ordre et le calme », ce qui s'explique à la fois par la « bonne volonté » des organisations syndicales et la catégorie sociale des manifestants (majorité d'agents des échelles 10-14 (1) et cadres du service actif - chefs de district V.B. et de circonscription S.E.S.).

Cette manif faisait suite à une pétition nationale ayant regroupé sur le plan national 3 000 signatures. La présence de 5 à 600 agents à Paris, venus de toute la France, exprime un mécontentement profond. Parmi eux, il y avait des non syndiqués et des syndiqués de tous les syndicats.

Certes, cette manifestation pacifique n'a pas été dure, mais son but (l'ouverture de « négociations véritables ») n'ouvrait pas de perspectives claires, d'où la dispersion après la réception de la délégation par un sous-fifre sans pouvoir. Cela est la

conséquence de l'orientation non mobilisatrice et capitulaire des fédérations C.G.T. et C.F.D.T.

C'est la première fois cependant qu'une telle manifestation a lieu. L'aspect catégoriel et poujadiste (défense prioritaire des cadres) de l'action a contribué à « rallier » de nombreux agents. Cependant, la qualité et le nombre des manifestants traduit le profond mécontentement existant dans cette catégorie du personnel et donne un mince aperçu du mécontentement qui croît dans les plus basses échelles, les plus exploitées. Elle exprime aussi, à un certain degré, la prise de conscience, même chez les cadres, de la nature réactionnaire et autoritaire de la Direction S.N.C.F. (certains participants étaient connus pour ne pas avoir fait grève en 1968 ! et certains avaient même dû « être sortis » de leur bureau par la base).

Il nous appartient d'expliquer aux agents de maîtrise et cadres de ne pas se laisser enfermer dans le poujadisme par les directions syndicales. Ils ne doivent pas se laisser isoler dans l'action pour la défense de questions catégorielles aussi justes puissent-elles leur paraître.

La réforme des structures de la S.N.C.F., dans le seul intérêt des monopoles, porte préjudice à tous les cheminots, et plus particulièrement aux basses échelles. Les agents de maîtrise et cadres s'ils remportent seuls satisfaction, ce sera encore contre les agents d'exécution. Ils doivent donc subordonner leurs revendications à la satisfaction de celles de toute la corporation et prioritairement des agents les plus défavorisés, ainsi que de celles communes à la classe ouvrière :

— Revalorisation des salaires (bas salaires en priorité) ;

— Arrêt de la compression des effectifs ;

— Les quarante heures en 5 x 8 immédiates ;

— Arrêt du démantèlement de la S.N.C.F. au profit des monopoles, etc.

Ces revendications ne seront satisfaites que par des actions de tous les cheminots, ensemble, et non pas les uns après les autres, par des actions multiples, de formes variées, répétées, longues et dures. Il faut cesser de cloisonner et hiérarchiser les cheminots dans l'action par catégories, ou exécution et cadres.

Les revendications avancées devront être celles de l'ensemble des cheminots et sans tendance hiérarchisée ou égalitariste petite-bourgeoise. Elles doivent être le plus favorable aux basses échelles, contrairement à celles définies par les fédérations (grille des salaires et augmentation au pourcentage par exemple) où le bénéfice des actions est inversement proportionnel au nombre des échelles. Ainsi, depuis 1945, les hautes échelles 17-18-19 (2) qui n'ont jamais participé aux actions, qui font suer le sang et l'eau sous le burnous ont toujours été les plus grands bénéficiaires.

Que les agents de maîtrise, techniciens, cadres petits et moyens rejoignent le combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et, sous sa direction, rejoignent la lutte classe contre classe pour l'abolition du capitalisme, pour l'édification du socialisme après l'instauration de la dictature du prolétariat.

(1) Correspond aux grades de contremaître et sous-chef d'atelier.

(2) Correspond aux grades de chefs d'établissements très importants.

DE FEUILLES D'IMPOT EN CHATEAU EN CORREZE

Nous disions il y a quelques temps qu'il fallait s'attendre à ce que de nouveaux scandales éclatent.

Et de fait, ça n'a pas traîné.

Une fois de plus, c'est Chaban-Delmas qui en fait les frais. Durant quatre ans, ce capitaliste, actionnaire de nombreuses sociétés, autrefois propriétaire du torchon à scandales Samedi-soir, est resté sans payer un seul sou d'impôts. Et pendant ce temps, les taxes diverses, les impôts en tous genres frappaient plus fort que jamais les travailleurs.

Et c'est semble-t-il tout à fait légalement que ce Chaban-Delmas a agi. La légalité est faite par et pour les oiseaux de son espèce ; les lois sont faites par la bourgeoisie pour la servir. En l'occurrence, le système de « l'avoir fiscal » est conçu de telle manière que les capitalistes, loin de payer des impôts, se font parfois verser de l'argent par l'Etat.

L'ouvrier qui, quant à lui, ne peut

pas payer ses impôts, verra ses meubles saisis sur l'ordre de ces gens-là.

Dans le même sac que Chaban-Delmas, on trouve l'U.D.R. François Missoffe, le député U.D.R. du Calvados Olivier Stirn et puis un proche, très proche même de Chaban, l'avocat Jean Michard-Pélessier. C'est la grande offensive de Giscard d'Estaing et cela irrite Chaban qui aurait déclaré : « ... J'attends mon heure. » Parions que d'ici quelques temps Giscard d'Estaing aura quelques problèmes. Déjà son père le banquier, son frère le député, ont été mêlés à de « sombres » escroqueries.

Ajoutons à cette revue de la fange capitaliste la dernière en date des « affaires ». Celle-là concerne Chirac, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement. Celui-ci qui passait pour un protégé de Pompidou, avait une belle carrière assurée et la voilà comme par hasard compromise. Cet expert en roublardise a lui

aussi réussi à ne pas payer un centime d'impôts durant des années et cela très légalement semble-t-il aussi. Chirac fait l'acquisition du château de Bity, en Corrèze. Il reçoit une subvention pour le restaurer. Il déduit de ses revenus les travaux qu'il fait effectuer et cela lui permet de ne pas payer d'impôts ni en 1971 ni en 1970. Quant à 1969, Chirac n'a pas payé cette année-là plus d'impôts qu'un employé du ministère des Finances auxquelles il était alors secrétaire d'Etat...

Ainsi vont les choses dans ce régime pourri. Les cas Chaban-Delmas et Chirac ne sont que quelques exemples parmi d'autres car TOUS les capitalistes sont épargnés par les impôts, le système fiscal est fait pour cela et pour voler scandaleusement les masses laborieuses.

Mais que ce soient ces cas-là qui sont connus doit être considéré comme un épisode de la bataille de requins que se livrent les gangsters qui nous gouvernent.

C'est l'aile fascisante de la bourgeoisie qui mène le bal, cherchant à liquider les éléments à son gré trop libéraux. Le fait que l'ordure nazie « d'Ordre Nouveau », dont les liens étroits avec les C.D.R. et autre S.A.C. n'ont plus à être démontrés, se soit emparée de ces affaires pour mener campagne contre Chaban-Delmas est caractéristique de cet état de choses ; que Minute, financé par le député U.D.R. Griotteray, lui-même homme des basses œuvres de Giscard d'Estaing, fasse campagne sur le même thème l'est également.

Nul doute que nous aurons encore à revenir sur ces étalages d'immondices car les loups n'ont pas fini de se dévorer.

QU'EST-QUE L'AVOIR FISCAL ?

Le système dit de l'avoir fiscal est un des moyens permettant aux capitalistes de ne pas payer d'impôts. Institué en 1965 sous l'égide de Giscard d'Estaing, il consiste en ceci : Quand une société fait un bénéfice par exemple de 200 F, elle verse admettons 100 F. Les 100 F restant sont distribués aux actionnaires. L'Etat leur verse une somme de 50 F appelée « avoir fiscal ». Au moment de rédiger sa feuille d'impôts en admettant que notre capitaliste déclare tous ses revenus (ce qui n'est jamais le cas) il déclarera : 100 F + 50 F + ses salaires

éventuellement + ses revenus immobiliers — par exemple 1 150 F. Selon le barème il devra payer 380 F — 50 F d'avoir fiscal = 330 F. Et vu que le plus souvent l'avoir fiscal dépasse ou égale l'impôt dû (pour messieurs les députés par exemple), le capitaliste ne paie pas un centime d'impôt et se fait même verser de l'argent. Voilà comment Chaban-Delmas ne paie pas d'impôts légalement tandis que toi travailleur tu en paies plus d'une année. Lorsque tu es imposable et lorsque tu ne peux pas les payer on te jette à la rue.

A PROPOS DE LA MORT D'UN PROFESSIONNEL DU MENSONGE

Paris-Jour, le torchon infâme, ne paraîtra donc plus. C'est la décision prise par sa propriétaire, Simone Del Duca.

Le prétexte en a été la grève entreprise par une partie des journalistes qui étaient menacés de licenciement. A ce propos, en ce qui nous concerne, nous considérons comme notre devoir de soutenir les journalistes qui luttent pour l'honnêteté de cette profession, pour avoir le droit d'exprimer la vérité. Mais lorsque, comme cela se produit à Paris-Jour, ils acceptent de jouer le rôle de diffuseurs de poison et mettent en avant la défense d'un tel « emploi », alors nous ne saurions les soutenir.

Nous ne nous apitoierons pas sur le sort de Paris-Jour comme le font ces messieurs de la « profession » du Monde à l'Humanité blanche. Tous le pleurent au nom de la liberté d'expression. Ce n'est pas dans la disparition de Paris-Jour qu'il faut chercher les atteintes à la liberté d'expression. Liberté d'expression signifiait pour Paris-Jour liberté de mentir, d'empoisonner l'esprit des travailleurs. Et que Laurent Salini nous permette de sourire lorsque dans l'Humanité blanche du 28 janvier 1972 il présente le sabotage de Paris-Jour comme une perte pour la liberté d'expression, déclarant : « La liberté y a perdu. » Abruix, mentir, c'est cela la liberté d'expression de la bourgeoisie et c'était là la mission de Paris-Jour. Et que dire lorsque le même Salini demande au gouvernement : « D'intervenir, d'essayer d'éviter des inconvénients majeurs, de contribuer pour sa part à l'existence de journaux différents. » La liberté de la presse ne réside pas dans le foisonnement des feuilles à mensonges.

La disparition de Paris-Jour s'explique par le fait que sa direction n'y voyait plus une entreprise suffisamment rentable. La presse bourgeoise est aussi une entreprise capitaliste dans laquelle jouent les lois du capital. La crise économique du capitalisme touche tous les secteurs de l'activité économique et la presse en est un. Là aussi il y a concurrence, concentration, monopolisation. Et cela est pour l'essentiel indépendant de la volonté des capitalistes.

Mais il est indéniable aussi que le gouvernement cherche à tirer profit de cette situation comme l'illustre son projet de subventions aux journaux quotidiens. Ainsi il renforcera la position des journaux qui lui sont voués corps et âmes, et réduira les possibilités d'expression de quelques autres qui critiquent certains aspects de sa politique ou même font connaître des faits gênants.

Les véritables atteintes à la liberté de la presse, il faut les chercher dans les attaques portées contre la presse anti-capitaliste, celle qui ne vit ni de publicité ni sous aucune forme de l'argent du capital. Nos lecteurs savent bien par exemple quel combat permanent doit être livré pour que sorte chaque semaine notre Humanité Rouge, les amendes encourues pour dire la vérité, le sabotage de la diffusion en kiosque, etc.

Le véritable combat pour la défense de la liberté de la presse ne consiste pas dans la défense de la presse vendue au capital, mais de la presse indépendante du capital et tout particulièrement de la presse prolétarienne.

Le P.C.F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (13)

1934

UNE PROVOCATION COLONIALISTE

LE POGROM ANTI-JUIF DE CONSTANTINE

Dans *Les Cahiers du bolchevisme* d'août 1934, André Ferrat publia une excellente analyse de la situation sociale en Algérie et démontra avec perspicacité la provocation anti-juive.

« Sur une population arabe et kabyle d'environ 5 millions et demi d'habitants, paysanne dans une proportion de 85 %, il faut noter tout d'abord une masse de plusieurs centaines de milliers de paysans sans terre et sans travail, réduits à la famine, se nourrissant et nourrissant leur famille d'herbes, de racines, de produits de mendicité... »

Le membre du Bureau politique,

qui s'occupait alors de la Commission coloniale du Parti, distinguait quatre couches de la paysannerie arabe représentant les 4/5^e de la population : 1° ces paysans sans terre ; 2° 200 000 ouvriers agricoles ; 3° une masse importante de métayers (khammès) ; 4° les petits paysans, eux aussi très miséreux.

Mécontentement et combativité des masses algériennes puisaient leur source dans la famine et le chômage, qu'elles imputaient à juste titre à la domination colonialiste.

Aussi, en mai 1934, pour tenter de juguler le courant anti-impérialiste, le gouvernement français arrêta-t-il trois mesures scélérates : la sup-

pression de la liberté de la presse française (1) [la presse arabe avait déjà été étranglée par le décret Chautemps du 23 décembre 1933], la surveillance policière des mosquées, la suppression des écoles en langue arabe. Ces décisions provoquèrent une nouvelle explosion de colère. Plus de 60 000 travailleurs arabes et kabyles, surtout des paysans, manifestèrent aussitôt dans une douzaine de centres d'Algérie. Fin mai, 15 000 d'entre eux se regroupaient à Constantine. A Oran, 5 000 ouvriers du bâtiment firent grève pendant une semaine complète, au mois de juillet.

André Ferrat soulignait : « Il est

clair que le mouvement anti-impérialiste — à base essentiellement paysanne — a mûri rapidement en Algérie depuis deux ou trois ans et qu'il se développe en largeur et en acuité », et il expliquait : « ... Pour conjurer le péril proche, le gouvernement et l'administration impérialistes essayèrent tous les moyens employés habituellement par le colonialisme. Ils soudoyèrent plus largement encore que par le passé la féodalité indigène... Malgré tout, le mouvement des masses continuait à se développer. C'est alors qu'ils ont employé une fois de plus la classique méthode de la diversion anti-juive. »

LA COMMUNAUTÉ JUIVE EN ALGÉRIE

Il y avait à cette époque environ 80 000 Juifs dans l'ensemble de l'Algérie. A Constantine, la population de 94 000 habitants comptait 42 000 Arabes ou Kabyles, 42 000 Français ou Européens, 10 000 Juifs.

La minorité juive existait en Algérie depuis plusieurs siècles ; d'après certains historiens, des communautés assez restreintes auraient déjà vécu dans le pays avant même l'installation des Arabes. Rien ne permet de parler sérieusement d'une oppression qu'elle aurait subi de la part de la majorité musulmane de la population. Des commerçants, des financiers, des conseillers juifs travaillaient en bonne intelligence avec leurs homologues arabes, et notamment avec leurs principaux chefs et autres dignitaires responsables. A la veille de la conquête coloniale de 1830, on sait que le dey d'Alger utilisait les compétences de banquiers juifs. L'antisémitisme contre les Juifs restait essentiellement européen et l'histoire de l'Afrique du Nord atteste que différentes collectivités juives persécutées en Italie et surtout en Espagne trouvaient refuge au cours des siècles dans les régions du Maghreb qui constituent aujourd'hui la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

C'est le colonialisme français qui introduisit en Algérie l'élément fondamental d'une division, voire d'une opposition entre Juifs et Arabes. Le fameux « décret Crémieux » du 24 octobre 1870 naturalisa « Français » tous les Israélites d'Algérie, sans d'ailleurs que l'immense majorité d'entre eux ne l'ait sollicité (ils étaient alors environ 35 000).

Dès lors était instituée, dans le cadre de la colonisation, une supériorité « légale » du Juif sur les autres autochtones, tous Musulmans.

Tandis que les premiers, nés dans le pays, ayant l'arabe pour langue maternelle, pouvaient devenir ouvriers, employés, fonctionnaires, bénéficiant de salaires égaux à ceux des occupants français, les seconds, infiniment plus nombreux, restaient les exploités et les opprimés par excellence.

Par ce biais, le colonialisme français s'efforçait d'inspirer aux Algériens musulmans une hostilité raciale et religieuse, qui pouvait le cas échéant servir à dévier leur juste haine anti-impérialiste.

La vérité historique nous incite d'ailleurs à souligner que les diffé-

renciations de classe n'en subsistaient pas moins parmi les Juifs eux-mêmes, et que nombre de petits artisans ou ouvriers, souvent chômeurs, souffraient aussi de l'exploitation colonialiste. Nombre de colons européens, de surcroît, ne manquaient pas de faire une nette discrimination entre eux et les Juifs, pour lesquels ils ne dissimulaient pas un mépris de caractère raciste.

Le 3 août 1934, la provocation préparée par les colonialistes trouva son prétexte à la mosquée Sidi Lakdar à Constantine. Un soldat israélien ivre insulta des Musulmans qui faisaient leurs ablutions. Cet incident relativement bénin étant donné l'état d'ébriété de son auteur fut réglé le 4 août lors d'une rencontre entre représentants des deux communautés. Mais le 5 août, alors que se tenait un meeting musulman aux portes de la ville, au bois des Pins, des agents stipendiés par la police française lancèrent le bruit « que les Juifs avaient tué le docteur Bendjelloul ». Aussitôt, la foule se précipita vers le quartier riche de la ville, et dans la rue Nationale, située au centre, se déclencha contre les immeubles et magasins de la bourgeoisie compradore essentiellement composée de riches négociants israéliens. A noter, comme caractéristique du contenu de classe de ce mouvement spontané, que le quartier juif pauvre, « al Chara », ghetto situé dans le secteur nord-est de Constantine, fut totalement épargné par la colère des manifestants musulmans.

Le bilan de la journée révéla 27 morts, dont 23 Israélites et 4 Musulmans, 200 blessés, des centaines de magasins détruits et incendiés.

Bien entendu, le service d'ordre et la troupe colonialistes, habituellement si prompts à intervenir en cas de manifestations des Algériens, laissèrent se développer l'affrontement, qui eut des répercussions immédiates dans tout le pays.

André Ferrat écrivit à ce sujet : « Il serait absolument erroné de ne voir dans les émeutes de Constantine qu'une explosion de haine de race. »

« Les seuls éléments qu'il convient de dénoncer et de flétrir, ce sont les éléments de la haute administration impérialiste. C'est l'impérialisme français ne reculant pas devant l'emploi des moyens de provocation les plus vils qui est seul responsable. »

« Les événements de Constantine présentent un aspect typique du mouvement révolutionnaire anti-

impérialiste d'Algérie que l'impérialisme français a tenté de dévier de ses véritables objectifs, dont il a tenté d'obscurcir la conscience révolutionnaire. »

Et le dirigeant communiste français concluait :

« En Algérie, plus que jamais, organisons le travail révolutionnaire à la campagne, parmi les masses arabes et kabyles ! C'est la condition de la victoire et de la libération de tout un peuple. »

On a pu constater en 1968 et 1969, à Paris, dans le quartier de Belleville, que la bourgeoisie française ne renonce pas aux procédés provocateurs mis en œuvre trente-cinq ans plus tôt à Constantine, lorsqu'elle entend dévier l'attention de l'opinion des masses populaires en train de se dresser contre les conséquences de sa politique d'exploitation et d'oppression.

Nous allons voir maintenant comment le colonialisme, au-delà de la criminelle provocation de Constantine, parvint à endiguer temporairement et à dévier l'essor du mouvement révolutionnaire anti-impérialiste du peuple algérien, grâce aux illusions engendrées par le Front populaire et à la trahison objective de la juste ligne fondamentale contenue dans les conditions d'admission à l'Internationale communiste par le Parti communiste français. (A suivre.)

(1) En soi, l'usage de la langue française résultait, pour les Algériens, d'une violence colonialiste. Mais certains d'entre-eux avaient su retourner cette oppression linguistique en utilisant temporairement le français au profit du mouvement national algérien, à l'aide de tracts, d'affiches et de journaux. Phénomène identique, Ho Chi-minh lui-même écrivit en français son célèbre texte intitulé « Le procès de la colonisation française ».

DERNIERE MINUTE

Hors d'Irlande les assassins britanniques !

Dimanche 30 janvier, une manifestation de plusieurs milliers de personnes, venues des quartiers populaires de Londonderry, avait lieu contre l'internement de 600 « suspects ».

Rappelons que la loi d'internement permet aux réactionnaires britanniques l'arrestation et l'emprisonnement arbitraires.

La manifestation se heurta à l'armée britannique qui tira. Résultat : 13 morts, 15 blessés et plus de 50 arrestations.

L'I.R.A. (Armée républicaine irlandaise) a lancé un mot d'ordre de grève générale jusqu'aux funérailles des treize victimes.

Il est certain que le peuple irlandais n'oubliera pas ce massacre perpétré par l'armée britannique d'occupation.

**HORS D'IRLANDE, LES TROUPES BRITANNIQUES !
VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE IRLANDAIS !**

Marseille : à la S.C.P.M. des ouvriers en grève !

Depuis plus de quinze jours, les 120 ouvriers et ouvrières de la Société Confraternelle Pharmaceutique Méditerranée (S.C.P.M.) sont en grève à la fois contre les licenciements et pour la révision des salaires : augmentation uniforme et hausse prioritaire des bas salaires.

En effet, dans cette usine pharmaceutique, les salaires des ouvriers vont de 700 F à 800 F par mois, sur la base de 44 heures par semaine. Les chauffeurs sont obligés de faire 54 heures, heures supplémentaires non payées majorées.

A la fin de 1971, les patrons ont décidé de transplanter l'entreprise, qui se situe actuellement dans le centre de la ville, dans les bâtiments en construction, à côté du parc Kallisté (quartier Nord). Pour cela, ils ont changé le nom de l'entreprise (S.C.P.M.) nouvellement baptisée Centre de Distribution Pharmaceutique (C.D.P.) Ile-de-France. Cette substitution de raison sociale permet aux patrons de toucher des subventions et de licencier juridiquement le personnel de manière à réembaucher sur le nouveau lieu de l'entreprise, sans avoir à payer d'indemnité de licenciement, sans indemnité de transport, en faisant perdre le bénéfice de l'ancienneté, en imposant des salaires de début d'embauche, et de recruter un personnel nouveau en utilisant la population abondante du parc Kallisté.

Mais cette manœuvre des patrons a rencontré la ferme détermination des ouvriers qui se sont unis à 100 % et persévèrent dans la lutte depuis plus de deux semaines.

Dans leur action, ils ont reçu l'appui et la solidarité des travailleurs d'autres entreprises pharmaceutiques, qui doivent se mettre lundi en grève, et des habitants du parc Kallisté.

Les militants H.-R. du parc Kallisté.

LA NOUVELLE MANŒUVRE DE NIXON

Nixon propose le « retrait total du Vietnam du Sud de toutes les forces américaines... dans les six mois suivant un accord ».

Cela paraît nouveau... Mais que Nixon compte-t-il faire de la 7^e Flotte d'où partent ses bombardiers ? A-t-il proposé de détruire ses bases en Thaïlande, points de départ de l'agression aérienne sur toute l'Indochine ? Autant d'omissions qui en disent long sur la prétendue paix de Nixon.

CACHER L'EXTENSION DE LA GUERRE

Examinons encore la réalité. Dépenses en munitions du corps expéditionnaire U.S. au Vietnam en 1971 : 1948 millions de dollars. Dépenses prévues en 1972 : 2342 millions ! (chiffres U.S.). Au moment où Nixon parle de paix, il introduit un nombre croissant de mercenaires thaïlandais au Laos et au Cambodge; à ce moment même, des accords sont signés entre les cliques de Phnom Penh et de Bangkok pour perpétuer l'agression américaine en Indochine. Cela n'est pas pur hasard ! Ce n'est pas non plus « par hasard » que les idéologues du Pentagone se gargarisent tout haut de *guerre technologique* : « Sensor », bombes à billes plastiques, bombes de 7 500 tonnes, bombes anti-personnelles, telles sont les gadgets de mort qu'expérimentent chaque jour les tueurs à gages de Nixon !

Les faits parlent d'eux-mêmes et les bonnes paroles de Nixon pèsent de peu de poids auprès d'eux. Nixon veut bien rapatrier ses GI's ; cela n'est pas nouveau et ses éventuels électeurs de novembre prochain l'exigent. Mais il n'entend pas plier armes et bagages d'Indochine. Loin de là !

Telle est la volonté des patriotes vietnamiens affirmée dans le plan de paix en sept points proposé par Mme Binh :

« Le gouvernement américain doit mettre fin à sa guerre d'agression

comme à sa politique de « vietnamisation », retirer toutes ses troupes et son matériel de guerre, et détruire les bases : et cela sans poser quelque condition que ce soit. »

Ils sauront bien l'obtenir !

CONTINUER A SOUTENIR LE FASCISTE THIEU

Nixon propose encore :

« Dans les six mois suivant un accord, il y aura au Vietnam du Sud une élection présidentielle libre et démocratique. »

« Toute les forces politiques qui existent au Vietnam du Sud peuvent



Dans les villes, les masses populaires se dressent contre les agresseurs yankees et l'administration fantoche.

participer à l'élection et présenter des candidats.

« Un mois avant l'ouverture du scrutin présidentiel, le président et le vice-président en exercice du Vietnam du Sud démissionneront. »

Une telle proposition ne manque pas d'impudence ! Comment réaliser « une élection présidentielle libre et démocratique » en utilisant les lois en vigueur, *tout spécialement faites*

par Thieu et ses maîtres américains pour gagner les élections à tout coup ! Comment des « forces politiques » pourront-elles « participer à l'élection » alors que l'administration Thieu — toujours en place selon le plan Nixon — a réussi à éliminer de la compétition d'octobre dernier les opposants « légaux » et « respectables ».

Nixon propose un contrôle international et la démission de Thieu un mois avant l'élection. *De la frime !* Mais Thieu et ses partisans n'auraient-ils pas toujours le pouvoir, l'administration et l'armée fantoches à leur service, alors que le « cessez-le-feu » de Nixon aurait lié les mains aux patriotes ? Au fond,

dix jours ! C'est lui qui fait incendier les maisons des mutilés de guerre dans le district de Hoa Da, ordonne l'enrôlement forcé dans son armée, extorque du riz et empoisonne les bêtes de trait à Tra Vinh ! C'est lui qui ordonne la déportation de centaines de milliers de personnes vers le sud du Sud-Vietnam. C'est lui qui dirige les traitements barbares infligés aux prisonniers à Poulo Condor et dans tous les bagnes et prisons du pays. *Thieu est vomé par le peuple du Vietnam.* La vengeance du peuple vietnamien sera terrible !

Et Nixon voudrait faire croire que son homme de paille pourrait préparer cinq mois durant des élections libres et démocratiques ? Dans un Vietnam libre et démocratique, jamais une telle ordure ne pourrait se présenter aux suffrages du peuple. Les élections de Nixon ont un air d'élections truquées avec candidat victorieux made in U.S.A. ! Thieu se prépare à jouer ce personnage ; depuis quelques semaines, il organise un large « parti démocrate » à base paysanne : les agents-recruteurs parcourent les campagnes et multiplient les adhésions, la mitraille à la main et les menaces à la bouche ! Le nouveau parti « démocrate » de Thieu en dit long sur les élections « démocratiques » proposées par Nixon...

Nixon ne veut pas lâcher Thieu. C'est pourtant à cette seule condition que pourrait se forger le gouvernement de « concorde nationale » proposé par le G.R.P. afin de procéder à des élections réellement populaires et démocratiques et de réorganiser le Sud-Vietnam.

POURQUOI UN TEL PLAN

Nixon a adapté des paroles neuves à sa vieille ritournelle. Et il espère ainsi donner le change aux naïfs... et aux électeurs. Car c'est surtout aux électeurs américains qu'il s'est adressé le 25 janvier. La campagne électorale commence et Nixon a attaqué fort, en rusé politicien qu'il est... Pourtant, même aux U.S.A., beaucoup ne sont pas tombés dans le panneau, et il faudra des actes pour que Nixon s'en tire avec le mouvement de protestation contre sa sale guerre d'agression en Indochine.

Le 12 janvier dernier, Nixon a annoncé très officiellement le retrait de 69 000 soldats en février, mars et avril 1972 et le maintien d'une « force résiduelle » au Sud-Vietnam. Or, moins de deux semaines plus tard, il propose un retrait total de ses GI's. Que s'est-il donc passé ? *De graves défaites militaires pour les agresseurs !* Les victoires des Forces armées patriotiques du Laos, les offensives des F.A.P.L. au Vietnam et les Forces armées khmères leur portent de rudes coups ; et il se peut bien que « la force résiduelle » soit délogée du Vietnam contre son propre gré...

Pourquoi ne pas sauver les meubles, tant qu'il en est encore temps ? Feindre de reculer au Vietnam pour garder un pied solide dans le Sud-Est Asiatique ? Tel est le calcul perfide des agresseurs américains pour masquer leur défaite !

Le peuple vietnamien et tous les peuples d'Indochine ont déjoué ce calcul ; et, renforcés dans leur conviction d'une victoire inéluctable, ils vont de l'avant. Nous savons que, tôt ou tard, les agresseurs américains, Nixon en tête, devront cesser de mijoter leurs « plans de paix » mensongers. *Il leur faudra bien accepter la paix gagnée par le peuple vietnamien au terme d'une lutte héroïque. Dans l'indépendance et la liberté.*

Camille GRANOT.

Extraits de la proposition en 7 points du G.R.P.

AVANCEE LE 1^{er} JUILLET 1971 PAR LE MINISTRE NGUYEN THI-BINH A LA CONFERENCE DE PARIS

1) « Le gouvernement des Etats-Unis doit mettre fin à sa guerre d'agression au Vietnam, mettre fin à la politique de « vietnamisation » de la guerre, retirer totalement du Sud-Vietnam les troupes, personnel militaire, armes et matériel de guerre des Etats-Unis et des autres pays étrangers du camp américain, et démanteler les bases militaires américaines au Sud-Vietnam sans poser quelque condition que ce soit. »

« Dans le cas où le gouvernement des Etats-Unis fixe une date limite pour le retrait du Sud-Vietnam en 1971 de la totalité des troupes américaines et celles des autres pays étrangers du camp américain, les parties se mettront d'accord dans le même temps sur les modalités :

a) du retrait en sécurité du Sud-Vietnam de la totalité des troupes américaines et de celles des autres pays étrangers du camp américain.

b) de la libération de la totalité des militaires de toutes les parties et des civils capturés dans la guerre (y compris les pilotes américains capturés au Nord-Vietnam), pour permettre à toutes ces personnes de regagner rapidement leur foyer.

« Les deux opérations susmentionnées commenceront à la même date et s'achèveront à la même date. »

2) « Le gouvernement des Etats-Unis doit réellement respecter le droit de la population sud-vietnamienne à l'autodétermination, mettre un terme à leur ingérence dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam, cesser de soutenir le groupe belliciste actuellement au pouvoir à Saïgon dirigé par Nguyen Van Thieu et cesser toutes manœuvres, y compris des manœuvres de tromperie au sujet des élections, tendant à maintenir en place le fantoche Nguyen Van Thieu. »

« Par divers moyens, les forces politiques, sociales et religieuses au Sud-Vietnam aspirant à la paix et à la concorde nationale formeront à Saïgon une nouvelle administration se prononçant pour la paix, l'indépendance, la neutralité et la démocratie. Le gouvernement révolutionnaire provisoire de la république du Sud-Vietnam engagera aussitôt des conversations avec ladite administration pour régler les questions suivantes :

a) Former un large gouvernement de concorde nationale à trois composants qui sera appelé à exercer ses fonctions dans la période qui s'écoulera du rétablissement de la paix à la tenue des élections générales et à organiser des élections générales au Sud-Vietnam.

« Un cessez-le-feu sera observé par les forces armées populaires de libération du Sud-Vietnam et par les forces armées de l'administration de Saïgon dès qu'un gouvernement de concorde nationale aura été formé. »

b) Mettre en pratique des mesures concrètes avec garantie nécessaire destinées à interdire les actes de terreur, de représailles et de discrimination à l'encontre des personnes ayant collaboré avec l'une ou l'autre partie, assurer à la population sud-vietnamienne l'exercice des libertés démocratiques, remettre en liberté les personnes arrêtées pour raisons politiques, dissoudre les camps de concentration et liquider toutes formes de contrainte et de coercition pour permettre aux populations de regagner en toute liberté leur lieu d'origine et de se livrer librement à leurs occupations.

c) Veiller à la stabilisation et à l'amélioration progressive des conditions de vie de la population.

d) Se mettre d'accord sur des mesures tendant à permettre aux élections générales au Sud-Vietnam de se dérouler de façon véritablement libre, démocratique et équitable.

3) « Les parties vietnamiennes régleront ensemble la question des forces armées vietnamiennes au Sud-Vietnam dans un esprit de concorde nationale, d'égalité et de respect mutuel, sans ingérence étrangère, conformément à la situation d'après-guerre et dans le souci d'alléger les contributions de la population. »

4) « La réunification du Vietnam se fera pas à pas, par des moyens pacifiques, sur la base de discussions et d'accord entre les deux zones, sans contrainte ni annexion de part et d'autre, sans ingérence étrangère. »

5) « Le Sud-Vietnam appliquera une politique extérieure de paix et de neutralité, établira des relations avec tous les pays sans distinction de régime politique ou social, suivant les cinq principes de coexistence pacifique, entretiendra des rapports économiques et culturels avec tous les pays, acceptera la coopération des pays étrangers pour l'exploitation des ressources du Sud-Vietnam et l'aide économique et technique, non assortie de conditions politiques, de tous les pays, participera aux plans régionaux de coopération économique. »

6) « Le gouvernement des Etats-Unis doit endosser l'entière responsabilité des pertes et des destructions qu'il a causées au peuple vietnamien dans les deux zones. »

7) « Les parties se mettront d'accord sur les formes de respect et de garantie internationale des accords qui auront été conclus. »